



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 17ème législature

Attentats du 13 novembre 2015

Question au Gouvernement n° 981

Texte de la question

ATTENTATS DU 13 NOVEMBRE 2015

**Mme la présidente**. La parole est à Mme Pauline Levasseur.

**Mme Pauline Levasseur**. S'il est un territoire qui connaît le coût de la douleur, le prix des larmes et l'horreur du terrorisme, c'est ma ville d'Arras. Au lycée Gambetta d'Arras, Dominique Bernard a été sauvagement assassiné en défendant son établissement, en défendant ses élèves, en défendant le savoir et la liberté.

Monsieur le ministre de l'intérieur, la France commémorera demain le triste anniversaire des attentats du 13 novembre. En quelques minutes, plus d'une centaine de nos compatriotes y ont perdu la vie, des centaines ont été blessés et tout un pays a été marqué à jamais par cette attaque monstrueuse de l'islamisme contre la France. Une fois de plus, je veux, avec vous toutes et tous, rendre hommage aux victimes, à leurs familles et à leurs proches. Je veux saluer l'action exceptionnelle de nos forces de l'ordre, de nos équipes de secours et de nos services de renseignement. (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR, DR, Dem, HOR et LIOT ainsi que sur plusieurs bancs des groupes LFI-NFP, SOC, EcoS et GDR.*)

Après cet attentat, il y a eu Nice, Saint-Étienne-du-Rouvray, le parvis de la gare Saint-Charles, le marché de Noël de Strasbourg ; il y a eu l'assassinat de Samuel Paty, comme une attaque frontale contre notre liberté, contre toutes nos valeurs ; puis il y a eu Dominique Bernard, à Arras.

Avec Gabriel Attal et les députés du groupe EPR, nous avons la conviction que nous ne devons jamais baisser la garde, ni contre le terrorisme ni contre l'islamisme – ni contre la radicalisation et l'entrisme, qui en sont les terreaux. Nous avons beaucoup agi depuis 2017. Nous avons fait des propositions et nous sommes prêts à en faire encore, prêts à vous soutenir et à vous appuyer. Comment comptez-vous continuer à agir contre la menace terroriste islamiste dans le pays ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR et Dem ainsi que sur plusieurs bancs des groupes DR et HOR.*)

**Mme la présidente**. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

**M. Laurent Nuñez, ministre de l'intérieur**. Merci d'avoir salué les forces de sécurité intérieure. Depuis 2015, nous n'avons eu de cesse d'adapter l'appareil de lutte contre la menace terroriste et contre le terrorisme. Je dis bien depuis 2015, et je veux d'ailleurs saluer l'action du président François Hollande en la matière (*Applaudissements prolongés sur les bancs des groupes EPR, SOC et Dem ainsi que sur quelques bancs du groupe GDR*), comme celle de deux de mes prédécesseurs au ministère de l'intérieur, MM. Cazeneuve et Valls, ainsi que celle du président de la République Emmanuel Macron, qui s'est emparé du sujet en 2017, jusqu'à la promulgation de la loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme. Grâce à l'ensemble des ministres de l'intérieur et des gardes des sceaux qui se sont succédé, nous n'avons pas cessé de renforcer notre dispositif. Par ailleurs, les budgets des services de renseignement ont été doublés et les effectifs ont été augmentés de manière significative.

Désormais, nous disposons d'un arsenal juridique qui permet de mieux contraindre les personnes, d'un arsenal en matière de renseignement qui permet de mieux détecter les menaces. Des efforts financiers considérables ont été consentis. Les mailles du filet se sont resserrées. Si le risque zéro n'existera évidemment jamais – prétendre le contraire serait mentir aux Français –, nous avons néanmoins réduit le risque de manière significative.

Les services de renseignements continuent à travailler. Vous avez cité la radicalisation violente, le terrorisme. Nous nous sommes aussi attaqués au séparatisme. Le président de la République et le premier ministre l'ont annoncé : nous poursuivrons cette action en ciblant l'entrisme – l'islamisme politique qui ne dit pas son nom, qui vise à imposer une loi religieuse et qui diffuse ses idées dans la société.

Il y a encore du pain sur la planche, évidemment, mais à la veille de la commémoration du terrible drame du 13 novembre, je veux surtout saluer les efforts qui ont été déployés. On ne peut pas laisser dire que rien n'a été fait contre la menace terroriste : nous le devons à tous les pouvoirs qui se sont succédé depuis 2015 et qui ont permis aux services de disposer des moyens efficaces pour lutter contre elle. (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR et Dem.*)

## Données clés

**Auteur :** [Mme Pauline Levasseur](#)

**Circonscription :** Pas-de-Calais (2<sup>e</sup> circonscription) - Non inscrit

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 981

**Rubrique :** Terrorisme

**Ministère interrogé :** Intérieur

**Ministère attributaire :** Intérieur

## Date(s) clée(s)

**Question publiée le :** 13 novembre 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 13 novembre 2025